

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat CGT des Retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 234 - Samedi 27 février 2021

DÉSERTS MÉDICAUX, PRIVATISATION D'EDF, MARCHÉ DES LIBERTÉS, 8 MARS...

VERS UN PRINTEMPS DES LIBERTÉS ET DES LUTTES

UN PAS, DEUX PAS...

Un numéro en numérique pour faire le point sur les initiatives prévues en ce mois de mars.

VERS UN PRINTEMPS DES LIBERTÉS, titre le communiqué de la #coordination stop loi sécurité globale qui appelle à une nouvelle marche des libertés SAMEDI 20 MARS. Bien sûr, Chaumont ne manquera pas le rendez-vous. Ce sera sans doute à 11 h, place de l'Hôtel de Ville.

VERS UN PRINTEMPS DES LUTTES, un titre qui convient bien à toutes les initiatives prévues par le syndicat CGT des retraités de Chaumont.

DÈS LE 27 FÉVRIER (sur le marché), nous nous engageons avec nos camarades retraités de Langres dans une bataille contre le projet Hercule de privatisation d'EDF. Nous avons imprimé en 6 000 exemplaires un tract que nous avons reçu du syndicat CGT de l'Énergie de Haute-Marne. Et nous avons mis en ligne la pétition des représentants du personnel (tous syndicats confondus). Vous pouvez la signer en suivant ce lien : <https://energie-publique.fr/>

8 MARS. Le tract que nous allons distribuer rappelle d'emblée que le 8 mars, ce n'est pas la journée de LA femme, ce n'est pas non plus la Saint-Valentin ou la fête des mères... **C'EST LA JOURNÉE**

INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES !

Un rendez-vous est fixé le 8 mars à 15h40 place de la Mairie à Chaumont. 15H40 ? Explication : les femmes gagnent, en moyenne, 25 % de salaire de moins que les hommes. Chaque jour, c'est comme si elles arrêtaient d'être payées à 15 h 40. L'heure de se mettre en grève et de manifester...

DÉSERTS MÉDICAUX : une rencontre a eu lieu avec l'ensemble des syndicats de retraités pour protester, agir et proposer. Des initiatives sont en cours de discussion et une volonté commune se fait jour : lutter contre les déserts médicaux et donner à l'hôpital public la place qu'il doit avoir en Haute-Marne. Une condition indispensable pour redonner un peu de couleur à notre département.

Et tout au long de ce mois qui, décidément, s'annonce très beau et revendicatif, nous lançons notre campagne «Nous avons besoin de vous». Pourquoi ne pas venir voir de plus près ce qu'est le syndicalisme CGT retraités ? Oui, pourquoi les fidèles lecteurs de notre journal ne feraient-ils pas un pas de plus pour venir nous rejoindre et adhérer au syndicat ? Nous en reparlerons dans un prochain numéro...

Un pas, deux pas, une marche pour les libertés et pour lutter...

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT



8 mars 2021
Journée internationale
de lutte des femmes
pour leurs droits
Le 8 mars, c'est toute l'année !

8 mars 2021

CHAUMONT #15H40

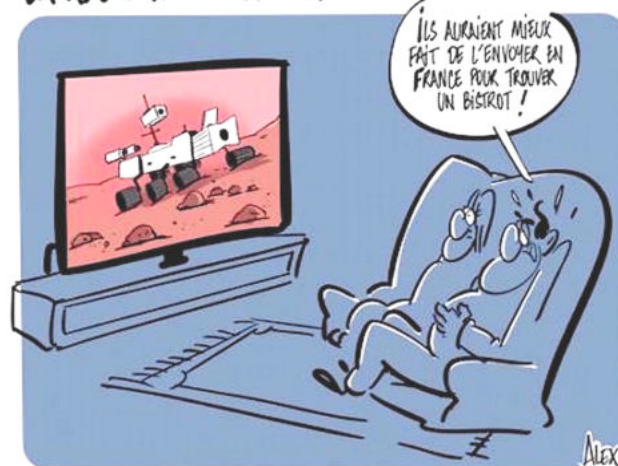
Place de l'Hôtel de Ville

Les femmes gagnent, en moyenne, 25 % de salaire en moins. Chaque jour, c'est comme si les femmes arrêtaient d'être payées à **15 h 40**.

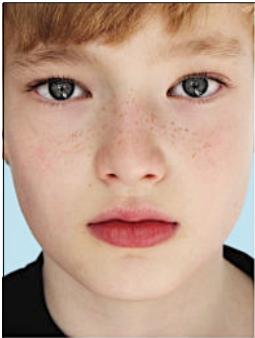
Avec ce journal, le tract appelant au rassemblement du 8 mars à Chaumont

LE DESSIN DE LA SEMAINE

LA RECHERCHE D'EAU SE POURSUIT SUR MARS



HERCULE : un dépliant pour alerter les usagers du danger du projet Hercule qui vise à démanteler le service public de l'énergie. Les syndicats des retraités CGT de Chaumont et de Langres ont décidé de le faire imprimer et de le distribuer à partir du 1er mars (en avant première sur le marché de Chaumont le 27 février. On peut le télécharger sur notre site : <http://cgtretraites-chaumont.fr/>). On peut aussi signer la pétition lancée par les représentants du personnel au CSE d'EDF (voir ci-dessous)



QUAND IL VOUS DEMANDERA POURQUOI VOUS AVEZ LAISSÉ PRIVATISER L'ÉNERGIE VOUS RÉPONDREZ QUOI ?

Les représentants.e.s des salarié.e.s d'EDF alertent sur le projet Hercule qui n'a rien d'un mythe. C'est un **réel projet de démantèlement** d'EDF, pensé conjointement par le gouvernement et la commission européenne.

L'énergie est un bien commun **vital** pour les citoyens et l'économie, **déterminant** pour la transition énergétique. Comme en 1946, l'État doit **reprendre la main** sur ce secteur pour le préserver. Hier pour **reconstruire le pays**, aujourd'hui pour **sauver le climat**.

Si Hercule voit le jour, le point de non-retour de la privatisation amorcée en 2004 sera franchi. Votre facture d'électricité augmentera. Notre souveraineté énergétique sera bafouée et l'énergie deviendra le **talon d'Achille** de la France.



Signez la pétition sur www.energie-publique.fr

L'énergie est un bien commun

Je signe 

#POUR L'ÉNERGIE PUBLIQUE

energie-publique.fr

Retraités Chaumont et Langres 

! USAGERS !

LES AGENTS DE L'ÉNERGIE VOUS ALERTENT

Dans votre dos, Gouvernement et lobbies orchestrent tout pour finir d'exploser ce qui reste du Service Public de l'électricité et du gaz en France pour préparer une transition énergétique aux moins des intérêts privés.

Depuis les années 2000, on vous a imposé l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie avec un argument de poids :

"La concurrence fera baisser les prix !"

RÉSULTAT :

DEPUIS 2005	GAZ +75% d'augmentation des tarifs	DEPUIS 2007	ÉLECTRICITÉ +50% d'augmentation des tarifs
-------------	--	-------------	--

Avec de plus en plus de propositions de **tarifs incompréhensibles et incomparables** les uns aux autres. Avec **des opérateurs injoignables, des démarches téléphoniques et numériques interminables...**

Pour mettre fin définitivement aux Services Publics de l'Énergie, le gouvernement et les directions s'empressent, dans cette période de fragilité extrême des citoyens, d'acter la destruction de notre fleuron national au seul profit du monde de la Finance !



Le billet de Maurice Ulrich.

DALLAS

La doctrine libérale est claire. La concurrence fait baisser les prix, en principe. Sauf quand c'est l'inverse. Avec la terrible vague de froid au Texas la semaine passée, la main invisible du marché de l'économiste Adam Smith, censée réguler les prix pour servir au final le bien commun, est allée directement se servir dans la poche de plus de 30 000 clients des 220 entreprises texanes productrices d'électricité, entre lesquelles ils ont le choix.

Le froid a fait flamber la demande et les tarifs ont explosé. Le mégawattheure, à 40 dollars en temps normal, a atteint 9 000 dollars. Mister Scot, dans la banlieue de Dallas, a eu beau faire très attention, sa facture, normalement prélevée sur son compte, a dépassé 70 fois son montant habituel, à 16 752 dollars. Celle de Missis Smith, appelons-la comme ça, a atteint 6 000 dollars pour la semaine...

Des fournisseurs vont faire faillite mais les plus forts ont gagné 100 millions de dollars en quelques jours. Dans l'univers impitoyable de Dallas sous la neige, J. R. Ewing est un Bisounours.

Paru dans l'Humanité du 23 février

Les représentant.e.s des salarié.e.s d'EDF alertent sur le projet Hercule qui n'a rien d'un mythe.

C'est un réel projet de **démantèlement d'EDF**, pensé conjointement par le gouvernement et la commission européenne.

L'énergie est un bien commun **vital** pour les citoyens et l'économie, **déterminant** pour la transition énergétique. Comme en 1946, l'État doit **reprendre la main** sur ce secteur pour le préserver. Hier pour **reconstruire le pays**, aujourd'hui pour **sauver le climat**.

Si Hercule voit le jour, le point de non-retour de la privatisation amorcée en 2004 sera franchi.

Votre facture d'électricité augmentera. Notre souveraineté énergétique sera bafouée et l'énergie deviendra le **talon d'Achille** de la France.

Signez la pétition sur www.energie-publique.fr

L'énergie est un bien commun

Ne dites plus :
QUE FAIT LA CGT ?

Faites-la !



J'adhère

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À RENVOYER : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT - 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

CONSEIL MUNICIPAL (SUITE)

Culture bobo...

Tout le monde est à peu près d'accord : aucun argument, économique, social ou sanitaire ne peut justifier la fermeture des théâtres, des musées, des cinémas. Des lieux de culture où l'on réfléchit, on échange, on s'étonne, on pleure de larmes et de rire. Et parfois même où il suffit à notre bonheur d'être là, assis, les yeux dans le vague du rideau encore baissé ou de la guitare posée sur son support dans une scène étrangement vide...

On peut rabâcher : les supermarchés, les métros, les trains, les avions et les lieux de culte sont ouverts, mais aller voir du spectacle vivant, vous n'y pensez pas, c'est trop...

Trop ? De quoi les gens de pouvoir ont-ils peur aujourd'hui ? Qu'on se reprenne à se passionner, à parler de liberté et de fraternité ? Macron dans son Élysée doit penser que les cinés, les théâtres, les music-halls, les musées, les clubs de jazz, les festivals de chanson, mais aussi les restaurants et les bars sont autant de lieux de sédition et de résistance. Il ne se trompe pas. La culture a toujours été le pire des fléaux pour les pouvoirs fondés sur la peur et l'autoritarisme.

Et la seule, vraiment la seule bataille à mener actuellement, c'est d'exiger du gouvernement et du préfet qu'ils arrêtent leurs simagrées et qu'ils rouvrent les lieux de culture. Sans attendre. Il y va de la survie de toute une profession, créateurs, acteurs, chanteurs, musiciens, techniciens, sociétés de spectacles et de tous les intermittents qui galèrent actuellement ; il y va aussi de la santé physique et mentale des spectateurs.

Il faut bien avouer que l'on reste pantois devant les débats du dernier Conseil municipal de Chaumont, que ce soit en off ou en séance. Au lieu d'exiger que la culture reprenne toute sa place dans la vie de la cité, on parle gros sous. Pensez donc, la culture, ce machin élitiste ou bobo... Bobo, on lâche ça à tout bout de champ pour éviter le vrai débat. Il est d'ailleurs étrange -et significatif- que ce mot soit aussi repris pour stigmatiser les habitants du Clos Dormoy qui luttent contre la bétonisation de leur quartier...

Commencez par me lire, disait Aragon à ceux qui parlaient de son œuvre romanesque et poétique sans l'avoir lue vraiment. Oui, (re)commençons à aller au Nouveau Relax, au Signe, dans les musées et les festivals de chanson, de musique et de jazz (nous avons tout cela en Haute-Marne), avant tout jugement à l'emporte-pièce. Jugement qui ne fait que conforter la politique de destruction massive de la culture mitonnée par un gouvernement qui a, depuis longtemps, quitté les chemins de la démocratie et de la liberté.

RICHARD VAILLANT, *syndicat CGT des retraités de Chaumont*

À PROPOS DE CULTURE

« Si vous avez du pain, et si moi j'ai un euro, si je vous achète le pain, j'aurai le pain et vous aurez l'euro et vous voyez dans cet échange un équilibre, c'est-à-dire : A a un euro, B a un pain. Et dans l'autre cas, B a le pain et A a l'euro. Donc, c'est un équilibre parfait.

Mais, si vous avez un sonnet de Verlaine, ou le théorème de Pythagore, et que moi je n'ai rien, et si vous me les enseignez, à la fin de cet échange-là, j'aurai le sonnet et le théorème, mais vous les aurez gardés.

Dans le premier cas, il y a un équilibre, c'est la marchandise, dans le second il y a un accroissement, c'est la culture.»

Michel Serres



HUMEUR

AGGLO : GLOU-GLOU, GLOU-GLOU !

Stéphane Martinelli, tout frais émoulu roi dans l'arène de l'Agglo (de Chaumont) face au dauphin désigné de la reine (de Chaumont-ville), se trouve confronté aux méfaits d'un gouvernement aux décisions « contestable(s) pour ne pas dire détestable(s) ».

De par la loi pompeusement nommée « NOTRe » (au lieu de LEURRe, synonyme de tromperie -), l'ex-grand financier qui appuya en 2015 avec l'ex-présidente sur le « bouton Palestra » et mena avec celle-ci une campagne fougueuse pour installer ce dit gouvernement est placé devant un choix et des « décisions cornéliennes »¹.

Les tests de mise en eau tout juste réalisés, voilà-t-y pas que le chœur des pleureurs se fend et se confond en récriminations. Osecours ! « Palestra prend l'eau. La ligne de flottaison est dépassée. Et l'on entend bien fort le glou-glou du nageur (Heu, de l'Agglo) ne sachant pas nager qui boit la tasse. ».

Le tout ourdi par un méchant pouvoir anti-démocratique qui confisque à son profit tous les choix fiscaux des collectivités. Ce serait risible si, en finalité, n'est cornélien que le choix de la façon dont la population de l'Agglo va devoir servir de bouée de sauvetage. Nous y reviendrons plus longuement dans le prochain journal.

G.T.

¹ Dixit JHM 21.02

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES
RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ À SA
DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES
RETRAITÉS DE CHAUMONT

VACCIN : POUR UNE LICENCE D'OFFICE

Tout le monde se pose la question : et si les vaccins contre le COVID 19 tombaient dans le domaine public ?

Pour ce faire il faudrait lever les brevets sur les vaccins et les futurs traitements contre le Covid.

Les vaccins sont vitaux pour l'humanité.

Pourtant, ils sont traités comme des marchandises. Big Pharma (les plus gros groupes pharmaceutiques mondiaux) décide à qui les livrer et à quel prix.

Cette privatisation du vaccin, pourtant reconnu comme un "bien commun" par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), freine sa diffusion. Une minorité de pays riches s'est approprié l'essentiel des doses disponibles. Dans le reste du monde, certains États doivent payer 2,5 fois plus cher pour les mêmes vaccins. L'argent ne doit pas être un frein à la santé mondiale.

Il existe pourtant des dispositifs de licences libres, licences d'office ou licences obligatoires qui permettent la fabrication et la diffusion libre des vaccins. C'est le sens de l'appel signé par une kyrielle de prix Nobel, d'anciens chefs d'état ou de stars hollywoodiennes en juin dernier. Une cinquantaine de leaders politiques mondiaux de gauche relancent cet appel en ce début d'année (Libération le 20/02/21). Parmi eux, Jean Ziegler, Vice Président du Conseil des droits de l'homme à l'ONU.

En France, un levier juridique existe : la licence d'office. Il faudrait que Bruno Le Maire prenne un arrêté en ce sens, après une concertation avec les laboratoires titulaires des précieux brevets, pour qu'enfin, la vaccination prenne son envol.

Affaire à suivre...

PASCAL PRUVOT

Gérard Miller
@millerofficiel



IMAGINEZ

QUELQU'UN qui aurait économisé l'équivalent de 8 000 euros par jour depuis le 14 juillet 1789.

Eh bien, il n'arriverait aujourd'hui qu'à 1 % de la fortune de Bernard Arnault. C'est une des infos qu'on trouve dans le dernier rapport d'Oxfam.

Ça vous laisse songeur ?

VERS UN PRINTEMPS DES LIBERTÉS !

Communiqué de la coordination #StopLoiSecuriteGlobale

Après des journées de mobilisations régulières qui ont réuni des dizaines et des dizaines de milliers de personnes dans de très nombreuses villes sur l'ensemble du territoire, la Coordination Stop Loi Sécurité Globale poursuit le combat contre les projets liberticides du gouvernement en exigeant le retrait :

- 1 de la proposition de loi "Sécurité Globale" dans son intégralité,
- 2 de l'article 18 du projet de loi confortant les principes républicains dite loi "Séparatisme",
- 3 du nouveau Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO),
- 4 des trois décrets du 2 décembre 2020 portant sur l'extension des fichiers de police PASP, GIPASP et EASP, organisant un fichage massif de la population et un contrôle de toutes ses opinions.

Alors que le gouvernement lance son opération de communication pour le "Beauvau de la sécurité" en prenant soin de n'y inclure aucun acteur collectif de la société civile pour « poser les bases de la future loi de programmation de la sécurité intérieure pour 2022 », la coordination lance son émission "Face au Beauvau" dont la première session aura lieu ce jeudi 18 février. Elle sera diffusée sur les réseaux sociaux, son premier thème abordé concernera les liens police-population, le second sera consacré aux conséquences concrètes de la loi Sécurité globale.

Durant tout le mois de février, les coordinations régionales poursuivent aussi la mobilisation en organisant des actions, des rassemblements, des manifestations à suivre sur les réseaux sociaux.

Le 16 mars, le Sénat entame sa première lecture de la loi Sécurité Globale. Nous serons dans la rue !

Le 20 mars nous serons aussi présents à la marche annuelle des collectifs de familles et blessé.e.s victimes de violences policières. Notre détermination contre ces projets dangereux pour toute la société est notre force !

Nous poursuivrons nos actions jusqu'au retrait de tous ces textes liberticides !

Pour nos libertés.

Paris, le 17 février 2021.

[1] La coordination fédère plus de 80 organisations syndicales, de défense des droits humains, d'associations, de sociétés de journalistes et des collectifs de victimes de violences policières. <https://stoploisecuriteglobale.fr/>

STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE

MARCHE DES LIBERTÉS
SAMEDI 20 MARS 2021

CHAUMONT - 11 H

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE